



Décision n° CODEP-DCN-2022-006406 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 4 avril 2022 autorisant Électricité de France à modifier de manière notable les modalités d’exploitation autorisées des réacteurs de la centrale nucléaire du Bugey (INB n° 78 et n° 89)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 20 novembre 1972 autorisant la création par Électricité de France de la centrale nucléaire de Bugey (2e et 3e tranches) dans le département de l’Ain ;

Vu le décret n° 76-771 du 27 juillet 1976 autorisant la création par Électricité de France des quatrième et cinquième tranches de la centrale nucléaire de Bugey dans le département de l’Ain ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l’ASN référencé CODEP-DCN-2020-004667 en date du 17 janvier 2020 ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier D455621088793 du 23 septembre 2021 ;

Considérant que, par courrier du 23 septembre 2021 susvisé, EDF a déposé une demande d’autorisation de modification notable portant sur la conduite pour couvrir les situations de perte de trois pompes du système de contrôle volumétrique et chimique du circuit primaire principal des réacteurs de la centrale nucléaire du Bugey, que cette modification constitue une modification notable de ses installations relevant du régime d’autorisation de l’Autorité de sûreté nucléaire régi par l’article R. 593-55 du code de l’environnement,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier les modalités d'exploitation autorisées des installations nucléaires de base n^{os} 78 et 89 dans les conditions prévues par sa demande du 23 septembre 2021 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 4 avril 2022.

Pour le Président de l'ASN et par délégation,
Le directeur de la direction des centrales nucléaires

Rémy CATTEAU